



DECLARATION LIMINAIRE

CHSCT du 19 décembre 2013

Monsieur le président,

Les politiques économiques des Etats imposées par l'Union Européenne visent à poursuivre et aggraver les politiques d'austérité budgétaire mises en œuvre.

L'augmentation des prélèvements obligatoires et la baisse des dépenses publiques sont les seuls mots d'ordre.

Les conséquences sont désastreuses sur les moyens humains, budgétaires et matériels devant être alloués aux politiques et aux services publics.

Pour la CGT finances, la MAP est la sœur jumelle de la RGPP instaurée sous le précédent quinquennat.

Dans ce contexte économique et budgétaire d'austérité notre ministère est mis en première ligne, car considéré comme non prioritaire.

Ce n'est plus de la rigueur, dans le privé cela s'appelle un « Plan Social ».

Mais nos directeurs généraux ont le souci de « ménager » leurs personnels et l'intitulent « plan ou démarche stratégique » qui est synonyme :

- d'abandon de certaines missions.
- de la généralisation de la dématérialisation comme justification abusive des suppressions d'emploi.
- du démantèlement du maillage territorial.
- de conditions de travail toujours plus dégradées.
- de déqualification, de précarisation.

Au niveau local, cela se traduit par des restructurations, des déménagements, des travaux interrompus ou inachevés au détriment des agents et de leurs conditions de travail.

Le DUERP, le tableau de veille sociale et les nombreux indicateurs mis en place pour évaluer les risques notamment psycho-sociaux ne permettent pas de s'attaquer aux véritables causes mais a pour but de donner bonne conscience à notre Administration.

Le mal être et la souffrance au travail sont grandissants et les projets mis en œuvre ne feront qu'aggraver la situation.

LA CGT S'OPPOSE AUX MUTUALISATIONS ET REORGANISATIONS EN COURS DESTRUCTRICES DE SERVICES PUBLICS, QUI GENERENT UNE REELLE DEGRADATION DES CONDITONS DE TRAVAIL DES AGENTS .